

Le renouveau du syndicalisme noir

1 960, Sharpeville. 1976, Soweto. Dix ans après, l'Afrique du Sud vit à nouveau à l'heure de l'état d'urgence. Les piliers de l'apartheid demeurent intacts en dépit de certaines altérations opérées par le régime de Pretoria dans le cadre de sa politique de « réformes ».

Pourtant, un élément remarquable est venu profondément modifier le paysage politique sud-africain au cours de ces dernières années ; peut-être l'explication de l'optimisme déroutant d'une grande partie de la majorité noire du pays, par ailleurs désabusée par cet « immobilisme » politique et dont les leaders se terrent depuis plusieurs mois dans la clandestinité, s'ils ne croupissent pas en prison.

Il s'agit, tout simplement, de la spectaculaire ascension du mouvement syndical noir et l'émergence d'une puissante force qui constitue, désormais, une sérieuse menace pour le gouvernement sud-africain. Paradoxalement, c'est ce dernier qui a marqué le pas : il s'est résolu à reconnaître l'existence des syndicats noirs en 1979, un an après l'accession au pouvoir du président Pieter Botha. Il s'agit là, aux yeux de beaucoup, de la seule véritable réforme en profondeur effectuée au cours de son mandat.

Il aura fallu sept ans de course contre la montre aux travailleurs noirs sud-africains pour rattraper le temps perdu pendant des décennies. Car, auparavant, leurs quelques tentatives d'organisation — naissance de l'ICU (*Industrial and Commercial Workers Union*) en 1920 qui dépasse les 100 000 adhérents avant son déclin, grève des mineurs noirs en 1946, réprimée dans le sang, et création, dans les années cinquante, du SACTU (*South African Congress of Trade Unions*) qui lie son sort aux nationalistes de l'ANC (*African National Congress*) avant d'entrer dans la clandestinité dans un même élan — avaient toutes été étouffées dans l'œuf par le biais d'une répression impitoyable.

Ainsi, l'année 1986 semble être celle d'un syndicalisme noir renaissant, puissant et organisé, au meilleur de sa forme depuis l'explosion de mécontentement de 1973, à Durban, le grand port de l'océan Indien, qui s'était soldée par une vague de grèves sans précédent.

Pour s'en convaincre, quelques chiffres suffisent : 1,5 million de travailleurs en grève dans tous les secteurs de l'économie le 1^{er} mai dernier, à l'appel des syndicats et des mouvements anti-apartheid. Jamais une manifestation n'avait eu un tel impact : pas même le 21 mars, lorsque des dizaines de milliers d'opposants ont célébré dans tout le pays le double anniversaire des massacres de Sharpeville (69 morts) et de Langa (1985, 21 morts) au cours d'un vendredi noir proclamé « journée internationale pour l'élimination de la ségrégation raciale » et saluée comme telle par le secrétaire général des Nations unies. A cela, s'ajoutent quelque 777.000 journées de travail chômées entre janvier et septembre de cette même année pour un total de 499 grèves (1).

Cette multiplication des conflits du travail depuis 1979 est le résultat direct de la croissance vertigineuse des syndicats noirs — environ 200 — dont les effectifs se sont accrus de 400 000 membres. En 1983, il y avait 1,5 million de travailleurs syndiqués en Afrique du Sud, blancs et noirs. Mais au cours de cette progression, la vapeur s'est renversée au profit des Africains qui représentent, désormais, plus de 40 % des effectifs totaux des organisations syndicales, contre seulement 34 % de Blancs (45 % en 1981).

L'influence des syndicats « européens » s'est amenuisée, parallèlement à l'érosion des privilèges raciaux dont bénéficiaient leurs membres que le régime s'est vu contraint à ne plus défendre. Sur place, dans les entreprises, les Blancs ont ainsi perdu le monopole des négociations avec les employeurs.

Se sentant menacés, ces « petits Blancs » ont préféré désertier la plate-forme syndicale qui n'était plus adaptée à leurs besoins et sont venus grossir les rangs de l'extrême droite sud-africaine. Une seule exception : le syndicat ultra-conservateur des mineurs blancs, dirigé par Arrie Paulus. Sans avoir échappé à cette désaffection générale, celui-ci revendique 100 000 adhérents et vient tout récemment d'annoncer qu'il se transformait en centrale syndicale ouverte à tous les travailleurs désireux de préserver les avantages dont ils bénéficient encore.

De leur côté, les Noirs n'ont eu d'autre solution, jusqu'en 1983, que d'adhérer à des syndicats modérés, dits « parallèles », dont la plupart étaient affiliés à l'importante confédération sous contrôle

(1) Chiffres rendus publics en novembre par le ministre de la Main-d'œuvre, Piétie du Plessis. L'année 1984 détenait jusque-là

le record avec 378 000 journées de travail perdues au cours de 469 grèves contre 389 en 1985.

blanc, le TUCSA (*Trade Union Council of South Africa*), alors à son zénith avec 478 000 membres.

Les années qui ont suivi ont vu l'amorce de son déclin, entraîné par l'apparition de l'UDF (*United Democratic Front*), le plus important mouvement anti-apartheid qu'ait jamais connu l'Afrique du Sud, composé de quelque 700 organisations locales, civiques, religieuses, étudiantes et... syndicales.

La création du TUCSA en 1954 avait été considérée à l'époque comme un véritable miracle, une force d'opposition au gouvernement « libérale et de gauche » capable d'ouvrir la voie au changement. Mais il s'est progressivement rapproché du gouvernement en adoptant une attitude « réformiste », et n'a pas su échapper à la domination blanche, ni interdire à plusieurs de ses affiliés de maintenir une politique de ségrégation raciale.

Incapable de s'adapter à un climat social désormais polarisé entre la gauche — de plus en plus influencée par les théories marxistes de l'ANC et son extension (encore) légale dans le pays, l'UDF — et la droite, la confédération n'a dès lors pu endiguer l'hémorragie de ses membres. Elle a fini par reconnaître sa propre chute en affirmant son opposition aux sanctions économiques. Le TUCSA devait finalement se dissoudre le 2 décembre dernier, à la grande satisfaction des nouveaux syndicats dont le puissant syndicat national des mineurs noirs (NUM : *National Union of Mineworkers*).

Créé en 1982, à l'avant-garde de la lutte contre l'apartheid, il est dirigé par un jeune avocat et ancien dirigeant étudiant, Cyril Ramaphosa (33 ans). Ce dernier a réussi la tâche quasi impossible de faire passer le nombre de ses adhérents de 14 000 à sa naissance à plus de 250 000 en 1986 ; de quoi faire frémir les hommes du Président et le monde des affaires conscients de l'impact que peut avoir une telle organisation dans un secteur stratégique, les mines, qui emploie un demi-million de travailleurs et rapporte à l'Afrique du Sud 50 % de ses recettes en devises étrangères. Grâce à cette percée, le NUM s'est révélé être une courroie d'entraînement dans les milieux syndicaux en multipliant les actions, sans compter un succès juridique de taille : la Cour suprême de Johannesburg a déclaré légale la grève des mineurs noirs du 1^{er} mai, tranchant ainsi le différend qui opposait depuis plus d'un an le NUM à la Chambre patronale des mines.

C'est donc le NUM qui a ouvert la voie d'une journée du travail fériée, en Afrique du Sud, l'une des revendications principales de la plupart des mouvements d'opposition, y compris du COSATU (*Congress of South African Trade Unions*), la toute jeune centrale syndicale qui vient de fêter son premier anniversaire. Avec elle, est né le plus grand mouvement de travailleurs de l'histoire sud-africaine depuis la création du SACTU en 1955. Ils sont désor-

mais plus de 600 000 répartis dans une trentaine de syndicats, une formidable force politique.

Dès son apparition, le président du COSATU, Elijah Barayi, donnait le ton : « Les travailleurs et tous les secteurs progressistes de notre pays doivent s'unir pour lancer un défi aux multinationales qui sont partie intégrante d'un système violent d'oppression et d'exploitation capitaliste ». Une étape importante vers l'unité syndicale noire venait donc d'être franchie, après quatre longues années de difficiles négociations, d'espoirs et de déceptions.

Cela, sans exclure les Blancs puisque le COSATU a adopté les principes multiraciaux de sa grande sœur politique, l'UDF, avant de s'y affilier par l'intermédiaire d'une partie de ses membres.

C'est paradoxalement dans un contexte de crise et de récession économique que s'est effectuée cette progression foudroyante. En dépit des milliers de licenciements et d'une baisse générale du niveau de vie, le militantisme a augmenté chez les travailleurs. Leurs revendications touchant aux salaires, aux conditions de travail, à la sécurité, au refus des mises à pied..., restent certes une priorité. Mais une priorité qui s'inscrit dans le cadre plus général d'aspirations de nature politique que les syndicats, seule plate-forme d'expression accessible aux Noirs, se proposent de défendre.

En conséquence, les tactiques d'action ont changé de nature, se sont adaptées à un climat plus tendu. Les méthodes se sont sophistiquées (sit-in, grèves du zèle, occupations d'usines, boycotts, recours légaux...) et les enjeux se sont précisés. Le meilleur exemple fut la grève générale du 16 juin 1986, dixième anniversaire des sanglantes émeutes de Soweto, à laquelle ont participé plus de 1,5 million de personnes.

Il s'agit, selon le *Labor Monitoring Group* (groupe de chercheurs et d'universitaires indépendants chargés, entre autres, d'évaluer le véritable impact des mouvements sociaux dans le pays) « de la plus importante action de masse des travailleurs pendant la période de l'état d'urgence, d'un mouvement de protestation générale contre le gouvernement ».

Toute occasion est bonne, désormais, aux yeux des syndicats et milieux d'opposition pour manifester leur mécontentement. La tragédie de la mine d'or de Kinross, dans l'est du Transvaal, en septembre 1986, où 177 mineurs ont perdu la vie, asphyxiés, a donné lieu à la grève la plus significative des cent ans d'existence de l'industrie des mines d'or sud-africaines : une « journée de deuil » à l'appel du NUM auquel ont répondu 300 000 travailleurs.

Ce n'est pas un hasard non plus si le secrétaire général du NUM a rencontré à Harare les représentants de l'ANC, nommant dans la foulée Nelson Mandela, son leader emprisonné depuis un quart de siècle, président d'honneur du syndicat.

Il devait être suivi par une délégation du COSATU qui s'est

rendue en avril à Lusaka, pour une série d'entretiens avec le mouvement en exil et le SACTU dont la centrale se veut l'héritier spirituel.

Pour tenter de mettre un frein à l'impact croissant de l'idéologie marxiste-léniniste dans le pays, une partie du patronat a tenté de prendre ses distances vis-à-vis de Pretoria, de se rapprocher de l'ANC en lui rendant également visite et de sensibiliser la main-d'œuvre noire aux vertus de la libre entreprise.

Peine perdue. « C'est trop tard, répliquait vertement Cyril Ramaphosa, elle exige maintenant un système socialiste ». « L'apartheid et le capitalisme sont deux frères siamois, indissociables, et qui doivent subir le même sort... », ajoutait le très militant syndicat de la métallurgie, le MAWU (*Metallurgy and Allied Workers Union*).

Mais c'était compter sans l'intervention du chef Mangosuthu Gatsha Buthelezi, le leader de quelque 6 millions de Zoulous, la plus importante ethnie du pays. Sachant qu'un tiers des syndicats membres du COSATU était affilié à l'UDF, il devait déclarer : « La centrale ne représente pas l'opinion du travailleur noir ordinaire qui soutient le système capitaliste. C'est une organisation "paria" qui va prendre ses ordres à l'extérieur, auprès de l'ANC et du SACTU ».

M.G. Buthelezi, lui-même ancien membre de l'ANC mais qui a préféré jouer le jeu des institutions en acceptant le leadership du KwaZulu, bantoustan autonome disséminé dans la province du Natal, plutôt que de s'engager dans la lutte armée, n'a plus de retenue lorsqu'il s'agit de condamner ses anciens camarades de combat, « ces traîtres vendus à Moscou ». N'ayant jamais accepté le succès du COSATU et son militantisme, résultat de plusieurs siècles de frustrations et de deux ans de révoltes réprimées dans le sang (2 500 morts), le chef zoulou a choisi de relever le défi en créant l'UWUSA (*United Workers Union of South Africa*), né dans le King's Stadium de Durban, lieu même où avait été lancé le COSATU cinq mois auparavant, le 1^{er} mai 1986.

Le Premier ministre du Homeland était ravi : pour lui, ce rassemblement de masse se voulait un appel des Noirs sud-africains au monde occidental afin qu'il cesse de harceler l'Afrique du Sud « en cherchant à détruire son économie » déjà en pleine crise, par le biais des sanctions et du désinvestissement. Derrière, une logique sans faille à ses yeux, devenue celle de l'UWUSA : pas d'emploi sans une économie saine, pas de syndicat sans emploi et, sans syndicat, il ne peut y avoir de changement réel et pacifique en Afrique du Sud. L'arme de la grève, cela va sans dire, serait utilisée avec sagesse et parcimonie — il n'y en a eu aucune depuis — la politique restant, quant à elle, l'affaire des politiciens. Quelques mauvaises langues ont vite parlé du « syndicat des patrons »... Entre

l'UWUSA, fervent défenseur de la libre entreprise, et le COSATU dont les orientations marxistes n'échappent plus à personne, la guerre était déclarée.

Cependant, la représentativité de l'UWUSA est encore loin d'être établie en dépit des 60 000 personnes qui ont assisté à son lancement. La force de persuasion (ou d'intimidation) dont fait généralement preuve l'*Inkatha*, le mouvement politico-culturel du chef M.G. Buthelezi à tendance paramilitaire, y est certainement pour quelque chose.

Les profondes divergences entre les deux confédérations ne sont, en fait, que la prolongation d'un conflit permanent entre UDF/ANC et les Zoulous partisans de l'*Inkatha*, qui a déjà fait de nombreuses victimes dans le Natal comme à Soweto où toutes les parties sont représentées. La nature *a priori* peu militante de l'UWUSA ne risque pas, néanmoins, de nuire à l'unité du mouvement syndical progressiste, les « syndicats émergents ». En revanche, le refus des syndicats proches du mouvement de la « Conscience noire » — le CUSA (*Council of Unions of South Africa*), 250 000 membres, et l'AZACTU (*Azanian Confederation of Trade Unions*), 100 000 membres — de rejoindre le COSATU en acceptant ses principes non raciaux a porté un coup dur aux velléités unificatrices de la centrale. La rupture était finalement consommée en octobre avec la fusion du CUSA et de l'AZACTU dans une troisième centrale syndicale rivale.

Les vieux clivages des nationalistes sud-africains, avec d'un côté le PAC (*Pan Africanist Congress*), une scission de l'ANC, héritiers spirituels de Steve Biko, leader du *Black Consciousness Movement*, mort en détention en 1977, et l'AZAPO (*Azanian Peoples' Organisation*) et de l'autre, les « charterists » qui défendent les principes multiraciaux prônés par la charte de la liberté adoptée en 1955 par l'ANC, et embrassée par l'UDF, existent toujours, à tel point que les grèves massives auxquelles s'attendait l'opposition le 14 juillet — une journée d'action contre l'état d'urgence — n'ont pas eu lieu. Un échec que l'on peut attribuer aux différents mots d'ordre lancés par le COSATU et le CUSA.

Il n'en reste pas moins que les syndicats noirs ont su montrer à maintes reprises, en dépit de leurs divisions et de leurs faiblesses, leur capacité de mobilisation et de résistance. De fait, si près de 2 700 syndicalistes ont été arrêtés dès les premières heures de l'application de la loi d'exception (à 80 % des membres du COSATU), et si 300 d'entre eux sont toujours derrière les barreaux, les milieux syndicaux ont néanmoins su organiser leur riposte. Très vite, les détenus ont été remplacés par la base et de nombreuses grèves lancées pour exiger leur libération : une tactique souvent efficace puisqu'elle a contraint de multiples employeurs à opérer des pressions sur Pretoria.

Contrairement aux mouvements politiques, ils ont mieux survécu grâce à leur structure et leur organisation, au sein même des entreprises, qu'il est difficile de démanteler sans affecter les rouages de l'économie. Le MAWU, sans avoir réussi à faire déclarer illégal l'état d'urgence, a même pu faire annuler plusieurs de ses dispositions par la justice.

Les « laissés-pour-compte » de cette syndicalisation massive du pays — travailleurs agricoles, domestiques, cheminots... — commencent eux aussi à s'organiser, le plus souvent sous la houlette du COSATU.

S'ils ne détiennent pas encore la clé du pouvoir, les Noirs sud-africains possèdent du moins celle de l'économie. Une véritable épée de Damoclès qui pèse en permanence sur Pretoria qui n'aura, à terme, d'autre choix que de s'en accommoder, avec ou sans état d'urgence.

Hervé Leenhardt
Agence France-Presse